

# La coalition répond à Bawara et se mobilise pour une nouvelle manifestation



Faisant jeudi le bilan du 2<sup>e</sup> jour des manifestations de 3 jours auxquelles elle a appelé les populations, [la coalition de l'opposition est largement revenue sur l'entretien exclusif que le ministre togolais de la fonction publique, Gilbert Bawara a accordé à Togo Breaking News](#). Le regroupement de l'opposition dit avoir pleinement de droit de rendre compte à la population de toutes ses démarches en cette période de crise. De même, elle affirme rester dans le dialogue et demande au gouvernement de prendre ses responsabilités.

Se confiant jeudi à Togo Breaking News au sujet des derniers développements de l'actualité sociopolitique du bras de fer en cours entre le gouvernement et la Coalition des 14 partis politiques de l'opposition, Gilbert Bawara a indiqué que les propos prêtés au président ghanéen par la coalition de l'opposition, procèdent de la désinformation et de l'intoxication dans une tentative de manipulation de l'opinion nationale. De même, le ministre de la fonction publique a accusé les leaders du regroupement d'avoir rompu les sous-bassements du dialogue et d'être déliés des engagements essentiels en persistant dans la tenue des manifestations de rue.

Les leaders de la coalition de l'opposition n'ont pas attendu

longtemps pour répondre. Et c'est Brigitte Adjamagbo-Johnson qui répond en premier affirmant que ce qu'a dit le ministre n'engage que lui.

*« Il semble que le ministre Bawara aurait dit que nous n'avons pas le droit de révéler au public le contenu de la rencontre que la délégation gouvernementale a eue avec le facilitateur... Ce qu'il dit n'engage que lui. Je sais que dans leur conception de la politique, ils ne se sentent comptables devant qui que ce soit. C'est ce qui fait la différence entre eux et nous. Nous n'avons pas de secret pour les populations. Nous sommes avant tout leurs porte-paroles », a lâché Mme Adjamagbo-Johnson.*

Pour la coordinatrice de la Coalition, cette information concernant le plan du gouvernement d'organiser des élections frauduleuses est tellement grave qu'ils ne pouvaient pas se taire dessus.

{loadmoduleid 210}

Pour sa part, le Chef de file de l'opposition commence déjà à tirer les conséquences d'un arrêt définitif du dialogue. Jean-Pierre Fabre indique qu'un tel scénario ferait tomber l'argument dont le gouvernement se prévaut pour interdire les manifestations et soutient que les populations vont envahir les rues pour faire tomber le régime.

*« Si le dialogue s'arrête, le gouvernement ne peut plus nous opposer l'engagement qu'il prétend que nous avons pris de ne pas manifester. De toutes les façons, nous ne tenons même pas compte de ce que dit le gouvernement... Cela ne marche pas et si le dialogue s'arrête, nous continuerons les manifestations », a menacé M. Fabre.*

De plus, le patron de l'ANC ne comprend pas que le gouvernement pense que l'engagement de l'opposition à

suspendre les manifestations soit un soubassement et que l'arrêt de l'organisation des élections n'en soit pas un.

Revenant sur la question du dialogue, Brigitte Adjamagbo-Johnson affirme que jusqu'à preuve du contraire, la coalition a décidé de manifester et de rester dans le dialogue.

*« Nous ne considérons pas que le dialogue est terminé. C'est au gouvernement de prendre ses responsabilités et il en assumera les conséquences », a précisé l'ancienne candidate à la présidence togolaise.*

Me Dodji Apevon, le président des FDR qui intervenait à l'occasion de la même conférence a ajouté que si quelqu'un a rompu les soubassements du dialogue, c'est bien le pouvoir et non la coalition des 14 partis partis de l'opposition. L'opposant a accusé le régime de n'avoir rien fait à ce jour dans le sens du consensus sur le sort à réserver à Faure Gnassingbé lors de la présidentielle de 2020, question essentielle qui bloque actuellement le dialogue.

Rappelons que selon la coalition, la journée de jeudi a été calme par rapport à celle de mercredi. Et ce calme, elle l'explique par le fait que la journée a été mise à profit pour mobiliser les populations pour organiser de grandes manifestations samedi.